

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne  
1 boulevard Jules Guesde  
CS 70377  
10026 Troyes

Metz, le 17/07/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAIPOL**

Les Essarts  
10400 Le Mériot

Références : -  
Code AIOT : 0005702999

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement SAIPOL implanté Les Essarts 10400 Le Mériot. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAIPOL
- Les Essarts 10400 Le Mériot
- Code AIOT : 0005702999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

SAIPOL au Mériot est une filiale de la société SAIPOL qui appartient au groupe français AVRIL. Les principales activités de la filiale du Mériot sont la trituration de graines d'oléagineux (3,6 millions de tonnes de graines triturées), le semi-raffinage d'huiles végétales et l'estérification à savoir la production d'EMHV (d'ester méthylique destiné à la fabrication de biodiesel). Le site est SEVESO seuil bas.

#### Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Risque surpression/projection
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Vérification annuelle d'étanchéité des tuyauteries de gaz naturel	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II	Demande d'action corrective	1 mois
2	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois
8	Risques associés au procédé d'estérification (zone 50)	Code de l'environnement du 11/01/2023, article D. 181-15-2 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Suivi des équipements soumis à la réglementation n vieillissement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 (partiel)	Sans objet
4	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet
5	Soupapes de sécurité de la marque ATM Instruments	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-29	Sans objet
6	Marquage CE	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		01/07/2013, article L. 557-4	
7	Etat des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté par sondage sur le suivi de l'intégrité des équipements à risque ainsi que sur la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement de la société SAIPOL sis sur le territoire de la commune de LE MERIOT (10400).

Les constats faits par l'inspection des installations classées n'ont pas mis en évidence de non-conformité nécessitant la proposition d'un arrêté préfectoral de mise en demeure à Monsieur le préfet de l'Aube. Néanmoins, plusieurs actions correctives ainsi que des éléments justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant au regard de situations à risque identifiées par l'inspection des installations classées lors de la visite.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Vérification annuelle d'étanchéité des tuyauteries de gaz naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.
<b>Constats :</b>  L'exploitant met en œuvre un contrôle d'étanchéité des tuyauteries de gaz naturel par la méthode du mille bulles, concentré principalement sur les soudures et les brides des équipements. Cependant, cette méthode de contrôle, bien que pertinente pour ces zones ciblées, ne couvre pas l'ensemble des points singuliers de la tuyauterie, tels que les supports, les zones de flexion, les piquages, ou encore les zones de contact avec des structures extérieures (passages muraux, tronçons enterrés, etc.). Cette restriction du périmètre de contrôle est susceptible de laisser sans vérification certaines zones critiques, exposées à des contraintes mécaniques, à la corrosion ou à des défauts d'assemblage, et donc potentiellement à l'origine de fuites non détectées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection de l'environnement demande à l'exploitant de revoir son mode opératoire relatif à la

vérification de l'étanchéité des tuyauteries de gaz naturel afin de lever le risque identifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Dossier d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;</li> <li>- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;</li> <li>- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.</li> </ul> <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour tous les équipements : [...]</li> <li>- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;</li> <li>- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</li> <li>- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;</li> <li>- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu les dossiers d'exploitation des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- colonne C301, fabricant CICR n°04.3042.2 fabriqué en 2006 de 12 900 litre et de pression de service 3,5 bar,</li> <li>- chaudière n°1, fabricant LOOS n°101389 fabriqué en 2007 de 46 000 litre et de pression de service 16 bar,</li> <li>- échangeur E313, fabricant Thermowave n°38380 fabriqué en 2011 de 309,7 litre et de pression de service 9 bar.</li> </ul> <p>Ces derniers ne précisent pas les accessoires de sécurité de ces équipements ainsi que leurs</p>

caractéristiques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de compléter le dossier de ces équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Requalifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li> <li>[...]- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li> </ul> II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.
<b>Constats :</b>  Vu les attestations de requalification périodique des équipements sous pression suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- n°771658 du 22 septembre 2023 réalisé par l'ASAP,</li> <li>- n°3-140649 du 18 janvier 2017 réalisé par l'APAVE,</li> <li>- n°292853 du 27 mai 2020 réalisé par l'ASAP,</li> </ul> relatifs respectivement aux équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- colonne C301, fabricant CICR n°04.3042.2 fabriqué en 2006 de 12 900 litre et de pression de service 3,5 bar,</li> <li>- chaudière n°1, fabricant LOOS n°101389 fabriqué en 2007 de 46 000 litre et de pression de service 16 bar,</li> <li>- échangeur E313, fabricant Thermowave n°38380 fabriqué en 2011 de 309,7 litre et de pression de service 9 bar.</li> </ul> Sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Accessoires de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>[...]</p> <p>V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.</p> <p>[...]</p> <p>Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu les soupapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soupape Lesser n°52625812 à 3,5 bar relative à la colonne C301, fabricant CICR n°04.3042.2 fabriqué en 2006 de 12 900 litre et de pression de service 3,5 bar,</li> <li>- soupapes n°09514581 et 09514581 à 15 bar relatives à la chaudière n°1, fabricant LOOS n°101389 fabriqué en 2007 de 46 000 litre et de pression de service 16 bar.</li> </ul> <p>Sans observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Soupapes de sécurité de la marque ATM Instruments**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-29
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.</p> <p><b>Article connexe :</b>  <b>Article 1 de l'arrêté ministériel du 6 mars 2025 portant retrait du marché et rappel de soupapes de sécurité de la marque ATM Instruments</b>  La mise à disposition sur le marché de soupapes de sécurité de marque «ATM Instruments» fabriquées depuis le 30 novembre 2013 est interdite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré ne pas exploiter de soupapes faisant l'objet du rappel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Marquage CE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/07/2013, article L. 557-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage.  Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations. [...]
<b>Constats :</b>  Vu les marquages CE des équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- colonne C301, fabricant CICR n°04.3042.2 fabriqué en 2006 de 12 900 litre et de pression de service 3,5 bar,</li><li>- chaudière n°1, fabricant LOOS n°101389 fabriqué en 2007 de 46 000 litre et de pression de service 16 bar,</li><li>- échangeur E313, fabricant Thermowave n°38380 fabriqué en 2011 de 309,7 litre et de pression de service 9 bar.</li></ul> Sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Etat des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.[...]
<b>Constats :</b>  Vu l'état des équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- colonne C301, fabricant CICR n°04.3042.2 fabriqué en 2006 de 12 900 litre et de pression de service 3,5 bar,</li><li>- chaudière n°1, fabricant LOOS n°101389 fabriqué en 2007 de 46 000 litre et de pression de service 16 bar,</li><li>- échangeur E313, fabricant Thermowave n°38380 fabriqué en 2011 de 309,7 litre et de pression de service 9 bar.</li></ul> Sans observation concernant l'état des équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : Risques associés au procédé d'estérification (zone 50)**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/01/2023, article D. 181-15-2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Article D. 181-15-2 (partiel) du code de l'environnement</u></b> [...]Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. [...]
<b>Constats :</b>  L'étude de dangers de l'exploitant du 17 mai 2024 référencé N2301810-100-DE-001-A identifie au sein de la zone 50 quatre modes de libération des potentiels de danger : <ul style="list-style-type: none"><li>- Rupture guillotine de la ligne d'alimentation en méthanol du réacteur R0 ;</li><li>- Rupture guillotine de la ligne d'alimentation en méthanol de la pompe P106 ;</li><li>- Rupture guillotine au reflux de la pompe de reflux P305 de l'atelier d'estérification ;</li><li>- Rupture guillotine de la ligne de tête de l'évaporateur de méthanol de l'atelier d'estérification.</li></ul> Pour chacun de ces événements, l'étude de dangers conclut que les conséquences associées ne dépassent pas les limites du site. En conséquence, les scénarios correspondants ne font pas l'objet d'une analyse détaillée des risques. Toutefois, les constats réalisés sur site lors de la visite sont de nature à remettre en question ces conclusions.  <u>Constats relatifs à l'exhaustivité des phénomènes dangereux pris en compte</u> L'Inspection relève qu'aucune analyse n'a été conduite concernant le risque d'explosion de la colonne C301 en cas d'agression thermique ou mécanique par effet domino. Les caractéristiques techniques de la colonne C301 sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Fluide contenu : méthanol</li><li>- Volume : 12 900 litres</li><li>- Pression de service : 3,5 bar</li><li>- Pression d'épreuve initiale : 5,7 bar</li><li>- Température maximale admissible : 150 °C</li></ul> L'absence d'analyse de ce scénario constitue un manque dans l'évaluation des risques au sein de l'étude de dangers.  <u>Constats relatifs aux hypothèses de calcul de l'intensité des phénomènes dangereux de type UVCE</u> Compte tenu de l'encombrement local, une force 5 a été retenue par l'exploitant selon la méthode multi-énergies pour le calcul de l'intensité des phénomènes dangereux de type UVCE. La circulaire du 10 mai 2010 précise que l'ordre de grandeur de la surpression maximale pour les pomperies est comprise entre 100 et 500 mbar selon la configuration soit un indice de violence entre 4 et 6. Aussi, au regard de ces éléments et de l'encombrement présent en zone 50, il existe un risque que l'indice de violence de 5 ne soit pas suffisant.  <u>Constats relatifs à l'estimation de la gravité d'un accident potentiel</u> L'étude de dangers positionne par convention le point d'inflammation du nuage inflammable au

centre de la zone 50 pour l'analyse des phénomènes de type UVCE et Flash Fire. Toutefois, la proximité de cette zone avec la limite du périmètre ICPE expose à un risque de sous-estimation de la gravité si le point d'inflammation venait à se décaler vers les limites du site.

Par ailleurs, certains effets, contrairement aux conclusions de l'étude de dangers, dépassent effectivement les limites du périmètre ICPE tels que défini à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n°09-0731 du 12 mars 2009. À titre d'exemple, la parcelle cadastrale D 1676, située hors périmètre ICPE, est impactée en cas de rupture guillotine de la ligne d'alimentation en méthanol du réacteur RO.

**Constats relatifs à la définition des scénarios à prendre en compte pour la définition des plans d'urgence**

L'événement initiateur lié à une ruine métallurgique des enceintes sous pression (hors tuyauteries) n'a pas été étudié dans l'optique de sa prise en compte dans les plans d'urgence de l'établissement, en contradiction avec les recommandations du paragraphe 1.2.1 de la circulaire du 10 mai 2010. Ce manquement limite la robustesse du dispositif de gestion de crise prévu par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au regard des constats formulés ci-dessus, il appartient à l'exploitant de procéder à la mise à jour de son étude de dangers afin de :

- intégrer l'ensemble des phénomènes dangereux pertinents, notamment ceux liés à un effet domino sur la colonne C301 ;
- justifier les hypothèses de calcul de l'intensité des phénomènes de type UVCE à la lumière de la configuration réelle de la zone 50 et, le cas échéant, revoir celle-ci ;
- réévaluer la gravité des scénarios d'accident, en tenant compte de la localisation potentielle du point d'inflammation et des effets pouvant dépasser les limites du périmètre ICPE défini par l'arrêté préfectoral n°09-0731 du 12 mars 2009 ;
- analyser les événements initiateurs liés à la ruine métallurgique des équipements sous pression (hors tuyauteries), conformément aux exigences relatives à la définition des scénarios à prendre en compte pour les plans d'urgence.

Par ailleurs, les remarques formulées par sondage lors de la visite doivent être examinées de manière transverse et prises en compte dans l'ensemble de l'étude de dangers, en vue de garantir une cohérence globale de l'analyse des risques et des mesures de maîtrise associées.

L'exploitant est invité à transmettre à l'Inspection de l'environnement les justificatifs des hypothèses retenues ainsi que les éléments permettant de démontrer la prise en compte des constats ci-dessus dans la révision de l'étude de dangers.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Suivi des équipements soumis à la réglementation vieillissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vieillessement

**Prescription contrôlée :**

<p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <p>1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au regard du constat précédent, il existe un risque que certains équipements non soumis à suivi en service au titre de la réglementation équipement sous pression soient à suivre au titre de la réglementation vieillissement. Il conviendra que l'exploitant revoie le recensement des équipements concernés suite à la mise à jour de l'étude de dangers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>